

ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES

POLITIQUE ET RELATIONS COLONIALES
EN NOUVELLE-CALÉDONIE
ETHNOGRAPHIE HISTORIQUE DE LA COMMUNE DE KONÉ
1946-1988

Thèse de doctorat en anthropologie sociale et ethnologie

Présentée et soutenue publiquement le 19 décembre 2007

Par Benoît TREPIED

Sous la direction de M. Alban BENSA

Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Composition du jury :

M. Alban BENSA, Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Romain BERTRAND, Rapporteur, Directeur de recherches à la Fondation Nationale des Sciences Politiques

M. Frederick COOPER, Professeur à New York University

Mme Danièle DEHOUE, Rapporteur, Directrice de recherches au CNRS

Mme Isabelle MERLE, Chargée de recherches au CNRS

M. Michel OFFERLÉ, Professeur à l'Ecole Normale Supérieure

Résumé

Politique et relations coloniales en Nouvelle-Calédonie. Ethnographie historique de la commune de Koné, 1946-1988.

Cette thèse étudie la prise en main par les indépendantistes kanak au cours des années 1980 de la municipalité de Koné – commune du nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie dont les colons contrôlaient de longue date le jeu politique local. Une enquête ethnographique de longue durée et un important travail d'archives retracent ici quarante années de la vie politique communale. De l'accession des « indigènes » à la citoyenneté en 1946 aux Accords de Matignon signés en 1988 par les indépendantistes, leurs adversaires et l'Etat français, cette recherche s'attache à montrer en quoi les transformations des relations coloniales ont rendu possibles l'installation d'un pouvoir indépendantiste à Koné.

Le nouveau statut accordé à la Nouvelle-Calédonie en 1946 a permis pour la première fois l'élection de conseillers municipaux mélanésiens et l'élaboration de politiques communales tournées vers les villages kanak appelés « tribus » (conduites d'eau, routes...). Les structures d'encadrement du vote mélanésien (églises, « chefferies » administratives, alliances familiales...) exerçaient dans le même temps un strict contrôle social empêchant toute remise en cause frontale des hiérarchies coloniales imposées aux Kanak depuis le XIX^{ème} siècle. Concrètement, cette tutelle conduisait la quasi-totalité des Kanak à voter pour l'« Union Calédonienne » (UC), mouvement créé au début des années 1950 sous l'impulsion des missionnaires. Majoritaire à Koné comme à l'échelon de l'archipel jusqu'aux années 1970, ce parti entendait représenter non seulement la « masse autochtone », mais également les « petits colons ». Pour saisir ce que recouvrait en pratique cette alliance interethnique improbable, cette thèse s'interroge sur les conditions sociales de l'engagement des militants non kanak de Koné dans l'UC à partir d'une description ethnographique de leurs trajectoires resituées dans le contexte local. Elle montre que l'affiliation à l'UC des responsables partisans et des élus municipaux s'explique d'une part par les relations socio-économiques au sein du monde « blanc » de Koné (rapports de clientèle entre commerçants et éleveurs, sociabilités ouvrières et syndicales des mineurs...) et d'autre part par les clivages coloniaux établissant une distinction hiérarchique stricte entre les familles de colons « honorables » et celles systématiquement dévalorisées parce que métissées ou d'origine pénale. Dans les années 1970 et 1980, la bipolarisation politique et raciale consécutive à l'adhésion d'une majorité de Kanak à la perspective d'indépendance fit disparaître les nuances propres au monde colonial antérieur. Au terme d'affrontements violents et d'intenses luttes électorales dans la commune, les Kanak parvinrent à renverser partiellement les relations coloniales en s'emparant de la mairie.

Saisie « au ras du sol », cette histoire de Koné centrée sur les enjeux, les acteurs et les conflits locaux est constamment resituée dans une réflexion plus large sur les grandes transformations juridiques et politiques de la Nouvelle-Calédonie durant la deuxième moitié du vingtième siècle. Ces « jeux d'échelles » voudraient donner à saisir une évolution locale spécifique des rapports sociaux dans ce Territoire français du Pacifique.